

LE 30^e SOMMET DE L'OUA (ORGANISATIONLE SOMMET AFRICAIN
APPELLE LES RWANDAIS
A UN CESSEZ-LE-FEU

Le sommet de l'Organisation de l'unité africaine a clôturé hier ses travaux à Tunis en demandant l'arrêt «immédiat» des hostilités au Rwanda. Le sommet a également affirmé que l'Afrique était prête à participer aux forces des Nations unies au Rwanda. Et a appelé la communauté internationale à faciliter le déploiement «rapide» des hommes de l'ONU.

Le cessez-le-feu. Le président tanzanien Ben Ali a annoncé hier un accord de cessez-le-feu «immédiat» entre le Front patriotique rwandais (minorité tutsie) et le gouvernement intermédiaire. Cet accord a été réalisé mardi soir à l'issue d'un mini-sommet régional, présidé par le président zairois Mobutu, médiateur officiel du conflit rwandais, en marge de la conférence de Tunis.

La France «serait prête à monter une intervention» au Rwanda «avec ses partenaires européens ou des pays africains pour protéger les groupes menacés d'extermination», annonce dans «Libération» le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé (lire page 4). Cette opération pourrait avoir lieu «dans un délai proche» au cas où le cessez-le-feu, conclu mardi, ne serait pas respecté. Hier, François Mitterrand et Edouard Balladur ont évoqué ensemble l'éventualité d'une telle intervention.

L'OUA. L'Organisation de l'unité africaine a été créée en 1963, à Addis-Abeba en Ethiopie, dans un climat intellectuel marqué par le rêve panafricain. Tous les pays du continent en font désormais partie – l'Afrique du Sud vient d'en devenir le 53^e membre à Tunis –, à l'exception du Maroc, qui a «suspendu» son adhésion après l'admission de la République arabe sahraouie, qui a autoproclamé son indépendance sur le territoire du Sahara occidental que Rabat considère comme marocain.

Tunis, envoyé spécial

En officialisant hier, à la séance de clôture du 30^e sommet panafricain, le cessez-le-feu arraché la veille au soir aux belligérants du Rwanda, le président tanzanien Ben Ali a pris ses précautions. «Je me réjouis des prémices d'une détente», a-t-il déclaré en expliquant que la trêve devait entrer en vigueur à la mi-journée seulement. «Si, ce soir, on tire encore à Kigali, il n'y a pas de cessez-le-feu qui tienne», avait déjà prévenu Théodore Sindikubwabo, le président du «gouvernement», qui, à Tunis, a occupé le fauteuil du Rwanda – bien que délogé de son siège par les rebelles à Gitarama, à 55 km au sud-ouest de Kigali. «Il faut absolument que les massacres cessent», a, de son côté, exigé Pasteur Bizimungu, le représentant du FPR (Front patriotique rwandais) dans la capitale tanzanienne.

C'est écrit en toutes lettres dans l'accord conclu: la cessation des hostilités

sera conditionnée par «l'arrêt immédiat des massacres et la libération des otages» puis, dans les sept jours, par l'ouverture de négociations sous les auspices de la Tanzanie, pays voisin et «facilitateur» officiel. En fait, la trêve signée à Tunis n'est qu'une version amendée d'un accord déjà paraphé, séparément, par les deux parties à Gbadolite, au Zaïre, le 23 avril par le «gouvernement» et le 5 mai par les rebelles. «L'astuce de Mobutu, c'est de mettre ainsi en valeur ses bons offices tout en évitant une querelle: les rebelles ne voulaient entrer dans un engagement contractuel avec ce qu'ils considéraient comme un gouvernement d'assassins», a expliqué un diplomate africain. En fait, en marge du sommet, le président zairois a tour à tour convoqué les belligérants, les sommant, en présence de quatre autres chefs d'Etat de la région, de reconnaître leur signature déjà apposée au bas du document.

Le procédé a été couronné de succès.

«Comment voulez-vous qu'on empêche ces massacres?»

A Kigali, le contingent africain de Casques bleus attend toujours les renforts et le matériel qui lui permettraient de remplir son mandat.

Kigali, envoyé spécial

Les 450 Casques bleus, en majorité africains, regroupés depuis le début de la guerre dans la capitale rwandaise, ont de plus en plus de mal à taire leur mécontentement. Chargés depuis un mois, en vertu du mandat adopté le 17 mai par le Conseil de sécurité, de «protéger les civils en danger», ils savent que l'application de leurs nouvelles consignes relève de la mission impossible.

«Comment voulez-vous qu'on empêche ces massacres si on ne nous donne pas les moyens de rentrer dans le lard de ces sauvages», s'indignait hier un observateur militaire ghanéen au lendemain du massacre de 40 jeunes garçons tutsis enlevés par les miliciens à l'église Sainte-Famille de Kigali. «On est toujours condamnés à attendre les renforts promis par New York pour tenter des interventions de sauvetage», commentait pour sa part un officier de la mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minur) furieux d'assister en spectateur aux tueries qu'il est censé prévenir.

Au QG de la Minur, le chef d'état-major adjoint, le général ghanéen Henry Anyidoho, a affirmé hier qu'il attendait cette semaine l'arrivée de dix

engins blindés de transport de troupes et prochainement l'arrivée de 200 soldats ghanéens supplémentaires, ce qui, selon lui, «devrait permettre d'intervenir pour remplir notre mandat».

Sur le terrain, les Casques bleus sont pour le moment cantonnés à des tâches domestiques et traînent, désœuvrés, dans les couloirs de leur quartier général. L'ancien hôtel Amahoro, dans le quartier de Remera, dans l'est de la capitale. Une zone contrôlée par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) aujourd'hui paisible, mais qui a déjà été deux fois la cible des mortiers gouvernementaux. Depuis deux jours, faute de travail, les soldats de l'ONU sont soumis à des corvées de sacs de sable et tuent les longues heures d'inactivité avec des jeux vidéo.

A l'aéroport de Kigali, les Casques bleus ghanéens chargés de la sécurité du site profitent des longs temps morts pour aller chercher dans la brousse de quoi améliorer leur quotidien. Mais en dehors de ces moments de repos, les soldats africains de l'ONU sont souvent envoyés en première ligne. Ainsi, mardi après-midi, dès les premiers rumeurs sur le massacre des 40 enfants à l'église

Suite page 4

Alors que le président ougandais Yoweri Museveni s'était déclaré, la semaine dernière, impuissant à persuader le FPR d'une trêve des combats, le maréchal Mobutu l'a obtenue en quarante-huit heures à Tunis. Pourtant, l'Ouganda est le sanctuaire et la base d'approvisionnement des rebelles rwandais, bien plus et depuis plus longtemps que l'est du Zaïre ne sert de voie d'acheminement au «gouvernement». Mis en accusation pour son soutien, Yoweri Museveni, qui n'avait décidé de faire le voyage de Tunis qu'à la dernière minute, sous la pression de son hôte Ben Ali, s'est finalement rangé aux arguments de ses pairs africains, pour lesquels il fallait mettre un terme à cette «déstabilisation» qui, en provoquant l'hallucinante autodéfense de la majorité hutu, a abouti au génocide des Tutsis.

Dictateurs conspués hier, médiateurs acclamés aujourd'hui: le maréchal Mobutu et, grâce à son entremise dans le conflit frontalier entre le Cameroun et le Nigeria, le général Eyadéma du Togo ont signé à Tunis le come-back des «dinosauriens». D'autant plus que la formation à Lomé et, avant-hier, à Kinshasa de gouvernements d'union nationale, avec des Premiers ministres issus de l'opposition, permet aux deux dirigeants de se rétablir sur le plan international. Avec le Togo, la reprise de la coopération française est déjà programmée. Tôt ou tard, bien qu'empêtré dans des débats de légitimité et des difficultés économiques monstres, le Zaïre suivra.

«C'est le sursaut de l'Afrique de papa, pas de celle des démocrates», a commenté hier un diplomate occidental. Au moment où – le continent enfin libéré sauf pour Mayotte, une île de l'archipel comorien «occupée» par la France – l'OUA dissout son «comité de décolonisation» et accueille l'Afrique du Sud «multiraciale et démocratique», le verdict est injuste. Même si, pour la nouvelle génération des dirigeants africains, le rêve de Nelson Mandela demeure un idéal lyrique: «Notre lutte sera le conte glorieux de la solidarité africaine», a-t-il prêté à Tunis.

Stephen SMITH

• Le cessez-le-feu conclu à Tunis par les responsables politiques rwandais était violé hier soir après avoir été respecté en milieu de journée, rapporte notre envoyé spécial à Kigali. Par ailleurs, le Front patriotique rwandais affirmait que les 40 enfants enlevés mardi dans l'église de la Sainte-Famille par les miliciens hutus avaient été massacrés. Et les Nations unies confirmaient que la ville de Gitarama était passée sous le contrôle du FPR.



A Nyamata, où 5 000 Tutsis

Les états

Face à des guerres
Mais ces subsides,

Tunis, envoyé spécial

Deux pays qui, sur fond de conflit racial, avaient à gérer la cohabitation entre une majorité et une minorité au sein d'une même nation: d'un côté, le Rwanda des Hutus et des Tutsis et, de l'autre, l'Afrique du Sud, en noir et blanc. Ici c'est le drame: le génocide des Tutsis minoritaires, la guerre civile, la fuite hors des frontières de centaines de milliers de personnes. Là, pratiquement au même moment, un espoir aux limites du crédible: celui d'une revanche historique non seulement sur le racisme de l'époque coloniale mais, aussi, sur le nationalisme d'exclusion. A Tunis, au 30^e sommet panafricain, ces deux images extrêmes – le modèle et l'anti-modèle – ont été présentes dans les discours de tous les intervenants.

«L'Afrique est une terre de contrastes, a résumé le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali. Elle nourrit le désespoir le plus profond mais, aussi, l'espoir le plus grand.» Très auto-critiques,

DE L'UNITE AFRICAINE) S'EST ACHEVE HIER EN TUNISIE

EDITORIAL
JACQUES AMALRIC

TARDIF

S'il existe le moindre espoir, il faut le saisir. Voilà la seule raison qu'il y a de saluer l'annonce d'un cessez-le-feu au Rwanda, conclu dans les coulisses du sommet de l'Organisation de l'unité africaine et sous l'égide des dirigeants des pays voisins. Ceci dit, toute manifestation de satisfaction relèverait de la plus épaisse hypocrisie. D'abord, parce que le génocide a déjà eu lieu, sans que les puissances concernées – à commencer par la France – s'en émeuvent outre mesure. Ensuite, parce qu'il risque de se poursuivre, tant la trêve annoncée paraît dérisoire face au déferlement de haine qui a déjà coûté la vie à des dizaines et des dizaines de milliers de Tutsis, sans compter les Hutus modérés qui ont été éliminés les premiers.

Rappeler cette situation revient à réclamer une nouvelle fois l'envoi de contingents massifs au Rwanda. C'est la conclusion à laquelle parvient aujourd'hui Alain Juppé, puisqu'il se prononce pour «un véritable devoir d'intervention». Regrettons cependant qu'une telle prise de position n'intervienne que plus de deux mois après le début de massacres qui étaient prévisibles dès l'assassinat – sinon avant, tant les signes précurseurs d'une crise étaient visibles pour les observateurs – du président Habyarimana, au début du mois d'avril.

Force est de reconnaître que cet interminable délai a été mis à profit par des meutes d'assassins qui, dans la meilleure des hypothèses, avaient bénéficié auparavant du soutien de Paris. Du soutien du gouvernement précédent comme de l'actuel, dont le seul souci, légitime mais pas suffisant, a été de sauvegarder les Français expatriés tout en évitant de sonner le tocsin. La France, que l'on sache, a bien voté le 21 avril dernier, au Conseil de sécurité, en faveur d'une résolution réduisant de 2 700 à 270 le nombre des Casques bleus stationnés au Rwanda.

On se demande, dans ces conditions, ce qui pouvait pousser un Charles Pasqua à crier mardi soir «honte à la communauté internationale», à s'en prendre aux Etats-Unis et à demander «ce qu'attend l'ONU pour réagir». Ce qu'elle attend depuis des semaines? Un signal clair et net qui a trop tardé à venir, notamment de la part du gouvernement dont Charles Pasqua est ministre d'Etat.

Stephen SMITH



ont été massacrés, un soldat soigne un jeune Rwandais blessé à la nuque à coups de machette.

d'âme d'un continent fauché

tribales ou à des affrontements ethniques, les Africains manquent de fonds. nécessaires à la stabilité de la région, ne pourront provenir que des autres nations.

les présidents africains n'ont guère insisté sur l'espérance. «Beaucoup de pays africains sont des Rwanda en puissance», a mis en garde Idriss Déby, le président du Tchad, pays en pleine désintégration. «Le mal est au pied de l'arbre», a constaté, pour sa part, le Gabonais Omar Bongo, refusant «la facilité de chercher toujours des boucs émissaires en dehors de notre continent». L'Afrique se sent seule, moins abandonnée peut-être que mal comprise par un monde qui se passe si facilement d'elle.

Il n'y a plus de certitudes et très peu de convictions. Tout le monde a des problèmes et, souvent, les mêmes. Le plus évident: le «tribalisme», le retour des vieilles haines. Il est révélateur que, tout en parlant d'affrontements «ethniques» et de guerres «tribales», les dirigeants africains ne se trompent plus sur l'origine politique du mal. Bien placé pour le savoir, l'Angolais Eduardo dos Santos l'a dit publiquement: «Sous prétexte de contradictions de nature ethnique ou tribale, on prétend légitimer le recours à la vio-

lence et à la guerre comme moyen d'expression de points de vue divergents.»

L'Afrique est prête à s'assumer mais n'en a pas les moyens. L'an passé, ses dirigeants avaient mis en place un «mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits» qui, depuis, a peu servi, malgré des demandes pressantes. La raison principale: le manque d'argent. Après un «don» sud-africain de 1,8 million de francs, l'Organisation cherche toujours trois fois cette somme, pour un début de fonctionnement. Sur sept cadres nécessaires, seuls quatre ont été embauchés pour le moment. Et même s'il était doté – comme prévu – d'au moins 6 millions de francs, ce «mécanisme de règlement» ne pourrait être réellement efficace. En mars dernier, à la veille du drame, la présence au Rwanda de 2 500 Casques bleus coûtait en effet, par jour, 700 000 dollars. L'Afrique n'aurait donc pu maintenir cette présence que pendant trente-six heures, à peine...

D'une façon ou d'une autre, la communauté internationale devra payer le

prix de la stabilité sur le continent. Aujourd'hui déjà, la moitié des opérations de maintien de la paix de l'ONU se déroulent en Afrique, dont dix-sept pays fournissent des contingents de Casques bleus, soit plus de 8 500 soldats ou 12% des effectifs engagés au total. Equiper, transporter et rémunérer ces soldats africains est une façon – inévitable en cas d'urgence – d'aborder le problème. L'autre consisterait à se remémorer la vicellerie nommée... aide au développement.

Dans la capitale rwandaise, à la veille du drame, chaque quartier ne disposait plus, à tour de rôle, que de six heures d'électricité. La ville pullulait de chômeurs désespérés par une vague de privatisations. Et 36 000 soldats ou combattants devaient être démobilisés, au prix de 107 millions de dollars. Une somme qu'un Etat comptant 20 000 contribuables – sur 7 millions d'habitants! – était censé trouver alors que son budget n'était déjà plus couvert que pour la moitié de ses dépenses courantes...

«Voilà le continent réel, en deçà du

sensational», a expliqué, ces jours-ci à Tunis, le secrétaire général de la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, Layashi Yaker, dressant la topographie d'une terre brûlée, condamnée à de nouvelles tueries, voire à des «suicides nationaux» – comme, avant le Rwanda, ce fut le cas au Liberia et en Somalie: une croissance du PIB de 1,3%, face à une croissance démographique trois fois plus importante, un endettement de 285 milliards de dollars et une stagnation des flux nets de ressources. Avec 23 milliards de dollars d'aide publique et, seulement, 600 millions de dollars d'investissements.

En Afrique du Sud, le lien obligé entre investissements étrangers, prospérité économique et paix civile n'est disputé par personne. «Il faut aider Mandela à gagner son pari», a-t-on écrit partout, au lendemain de son élection. Mais à Tunis, absorbés par leur «gestion de crise», les présidents africains n'ont même pas osé demander que, pour le reste du continent, on fasse de même.

16 juin 1994

13